

## → POUR UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE DE LA GESTION DE L'EAU À USAGE AGRICOLE

Hédia Hadjaj Castro\*

***La complexité de la gestion des systèmes irrigués paysans ne peut transparaître à la seule lumière des enjeux économiques ou politiques. Une lecture plus systémique s'impose qui témoigne des facettes socioculturelles et rende compte de l'évolution du contexte et des dynamiques mises en branle par les acteurs concernés.***

Si les raisons des échecs constatés sont sans doute plus nombreuses, on peut cependant se demander si elles ne découlent pas d'approches trop technocentrées. Des projets menés par des ONG et des centres de recherches et de formation (IRD, CICDA, CNEARC) ont permis de démontrer la complexité de la gestion de systèmes irrigués (notamment au niveau de systèmes traditionnels anciens) et plaident en faveur d'approches plus systémiques et pluridisciplinaires.



PHOTO : Hédia Hadjaj Castro - COTA

Alors que l'agriculture (essentiellement l'irrigation) représente en moyenne 70% des prélèvements en eau fait dans les sociétés au Nord comme au Sud, l'usage agricole est pratiquement absent des débats des forums internationaux sur l'accès à l'eau dans le monde. L'accès à l'eau agricole est pourtant essentiel lorsqu'on considère que dans de nombreux pays du Sud la sécurité alimentaire repose en grande partie sur une agriculture paysanne. Celle-ci produit pour l'autoconsommation familiale ou pour le marché (le plus souvent local), dans les limites imposées, entre autres, par son accès aux ressources terre et eau. Dans la plupart des pays, les résultats des réformes agraires des décades 60 et 70 ont donné des résultats plutôt mitigés. L'accès à l'eau d'irrigation reste un élément indispensable pour valoriser la production des petites parcelles de terre (moins de 1000m<sup>2</sup>). L'eau reste pourtant entre les mains des gros propriétaires. Par exemple, en Equateur, seules 1/3 des terres agricoles sont irriguées, 80% d'entre elles le sont par des systèmes traditionnels, 50% de ceux-ci sont gérés par les communautés rurales (je parle des systèmes traditionnels).

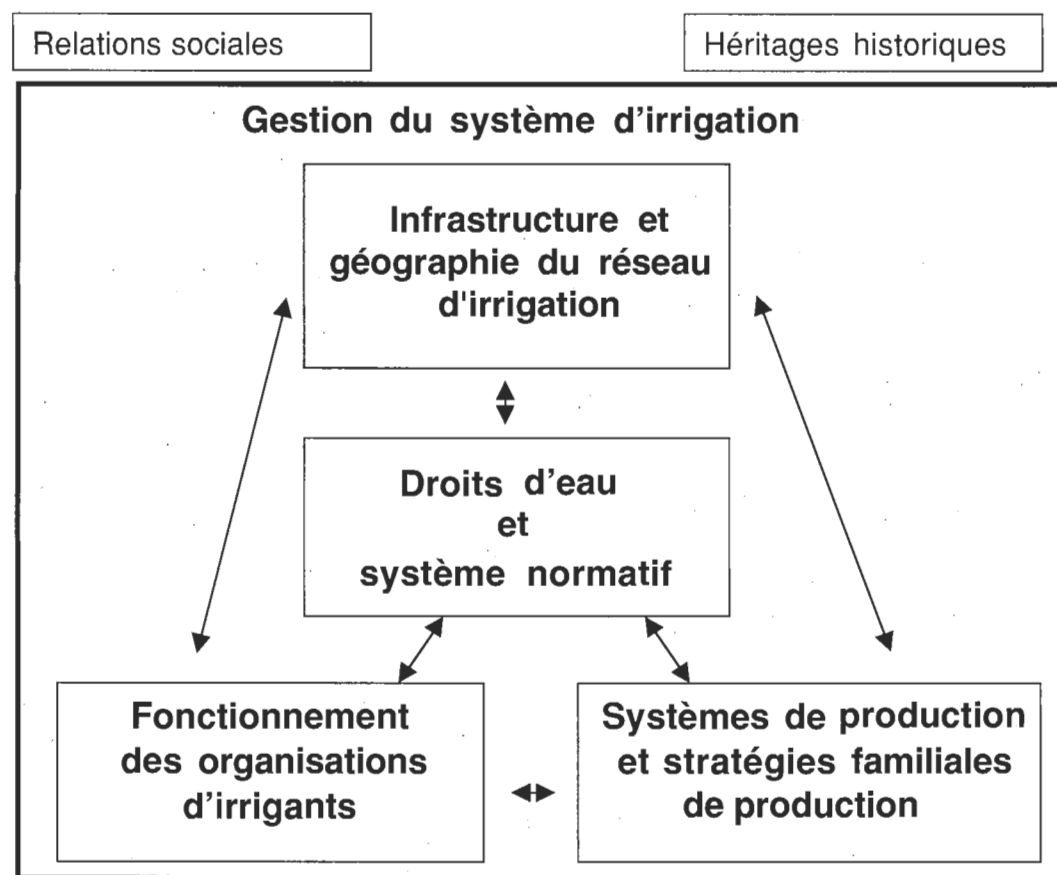
Les projets de développement, et notamment les grands projets multilatéraux, se sont plutôt limités à des approches très techniques et hydrauliques qui mettent plus l'accent sur la productivité de l'eau en agriculture et sur l'infrastructure et font l'impasse sur les dimensions plus sociales et politiques aux dépens de la pérennité et de la durabilité des actions entreprises.

### L'APPROCHE "GESTION SOCIALE" DE L'EAU, UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE

L'approche de la gestion sociale de l'eau s'appuie sur l'analyse des dynamiques techniques et sociales autour de l'eau dans les agricultures irriguées dans une perspective historique. Elle analyse le système irrigué dans ses interactions avec d'autres échelles de gestion (le bassin versant, l'espace communal, etc ...). La gestion de l'eau comporte, effectivement de fortes dimensions :

~ *Culturelle* (puisque, comme dans de nombreuses sociétés, l'eau est considérée comme un élément fort de la cosmogonie des populations indigènes. Elle peut encore faire l'objet de cultes particuliers comme en témoignent les sources sacrées protégées par les populations et l'ensemble des légendes populaires autour de zones des sources et de cours d'eau. Ainsi par exemple, en Equateur, dans la zone andine sud, dans le cadre d'un projet de Développement Rural Intégré CARC, une définition de barrage non-négociée à partir d'un lac sacré (site archéologique préincaïque) a provoqué dans les années 90, des conflits sanglants. Ce lac sacré donne naissance à une rivière qui alimente bon nombre des systèmes d'irrigation et d'eau potable de la zone haute et sert également aux bains rituels religieux réalisés par les chamans.

## Société locale



- *Sociale*, car l'eau agricole est la plupart du temps gérée collectivement et hérite, à ce titre, des règles, des normes et des conflits de la société locale dans laquelle s'inscrit le système irrigué. C'est à ce niveau que cohabitent deux systèmes normatifs qui se superposent et s'imbriquent : le système légal, lié à la réglementation juridique du pays, et le système normatif officieux qui va souvent à l'encontre du précédent. Par exemple, dans les communautés indiennes andines d'Equateur, l'eau d'irrigation est souvent gérée collectivement comme un bien communal auquel seuls les membres de la commune ou les personnes possédant ou louant une terre ont accès, à condition de contribuer à la vie collective sous la forme définie par l'autorité commune (le plus souvent par le travail).

- *Politique*, car l'accès à l'eau devient un enjeu de pouvoir et se trouve à l'intersection entre différents niveaux de décisions pour sa gestion : les différentes catégories de producteurs/trices, les organisations paysannes au niveau local, les institutions publiques de gestion de la ressource au niveau plus régional et national. Ainsi dans la zone andine, l'accès à l'eau pèse bien souvent dans les relations de pouvoir au sein des communautés. Pour les gros propriétaires d'eau, les aguatenientes, l'accès à l'eau devient un outil de pouvoir qui permet de disposer d'une main d'œuvre à bas prix contre un ou deux tours d'irrigation et garantie le maintien d'un pouvoir politique plus ou moins formel au sein de la communauté. On peut observer cette même relation de pouvoir entre communautés ou secteurs d'irrigation en fonction de leur position en amont en ou aval le long du cours d'eau.

- *Economique*, puisque l'accès à l'eau permet d'augmenter la valeur ajoutée des productions (en passant de la culture de céréales au maraîchage, par exemple) et à ce titre peut augmenter la valeur de la terre qui en bénéficie. (Et de là tout l'enjeu de veiller à la non-privatisation de l'eau qui conduirait à une concentration encore plus accentuée de la ressource entre les mains des puissants). L'introduction de l'irrigation en agriculture a un impact économique évident en permettant de s'affranchir du régime des pluies, de produire à contre-saison des cultures à plus grande valeur ajoutée et de s'ouvrir à des marchés plus rémunérateurs.

De par ses multiples dimensions, la ressource est au centre de multiples conflits qu'il convient d'intégrer comme des dynamiques inhérentes au fonctionnement du système de gestion si l'on veut contribuer à une gestion durable et intégrée des ressources.

### UNE APPROCHE PLURIDISCIPLINAIRE LIÉE À UNE APPROCHE SYSTÉMIQUE

Les systèmes irrigués, qu'ils soient traditionnels ou plus récents, s'inscrivent dans un territoire, dans une société locale, sont gérés par des règles collectives définies par des groupes de personnes, en fonctions d'intérêts économiques et sociaux. Le système irrigué est "une construction sociale et historique, au sein de laquelle les irrigants définissent collectivement :

- les normes d'accès et de distribution de l'eau ainsi que les droits et les devoirs de chaque irrigant pour continuer à bénéficier de l'accès à la ressource,



PHOTO : MÉDIA HADJAJ CASTRO - COTA

- ↳ l'infrastructure qui correspond à des normes établies et à une gestion définie collectivement,
- ↳ le type d'organisation capable de veiller au respect de ces normes."

Cette définition de Boelens et Appolin<sup>1</sup>, met l'accent sur les fortes interrelations qui existent au sein d'un système entre l'infrastructure, les droits et le système normatif, et l'organisation. Celles-ci influent sur les systèmes productifs des familles paysannes (Cf. schéma 2).

Ainsi, la quantité d'eau disponible (volume, fréquence, temps d'irrigation) influe sur les choix des cultures : une culture de fraise hautement rentable (car destinée au marché) implique une disponibilité quotidienne de l'eau et ne peut être réalisée que par les familles qui disposent d'un droit suffisant. Inversement, l'introduction d'une nouvelle culture hautement exigeante en eau peut contribuer à exercer une pression (vols d'eau) et conduire à une redistribution des droits.

L'état d'entretien d'une infrastructure d'irrigation, l'envasement d'un réservoir sont des indicateurs des capacités de l'organisation des irrigants à maintenir leur réseau, réunir ou chercher les fonds nécessaires à son entretien ou à sa réhabilitation.

La géographie du réseau d'irrigation traduit bien souvent l'évolution historique des droits, tout comme elle peut conditionner dans une certaine mesure l'accès de certaines zones à l'irrigation.

complexité de fonctionnement des systèmes irrigués paysans et leur gestion. Elle devient dès lors intéressante pour la compréhension comme pour l'action, en redonnant aux différents éléments du système une place tout aussi importante que l'infrastructure. L'analyse historique des dynamiques et des évolutions des différents éléments permet d'une part, de comprendre la situation présente (notamment, les conflits) mais, d'autre part, de se projeter dans l'avenir et d'évaluer les différentes perspectives d'évolution du système. Elle devient alors un intéressant outil d'aide à la décision pour appuyer des négociations.

Dans le cadre d'interventions sur des systèmes irrigués, il reste cependant indéniable que la réhabilitation de l'infrastructure, constitue une formidable porte d'entrée pour travailler au renforcement des organisations d'irrigants au travers non pas seulement d'une "participation active", mais d'une véritable responsabilisation financière (gestion des budgets d'infrastructure en particulier). Elle permet d'aborder le thème du maintien du droit au travers du respect des obligations (cotisations, travail, participation aux réunions, ...), d'aborder l'équité et l'égalité dans l'accès à la ressource des différentes catégories d'usagers (homme/femme, catégories de producteurs, etc.), le renforcement des organisations (en termes de représentativité, légitimité, autorité, capacité de gestion), l'évolution des systèmes de production.

L'infrastructure n'est plus une finalité du projet de réhabilitation mais un moyen de renforcer la gestion du système. ■

## LA GESTION DES SYSTÈMES IRRIGUÉS : DE LA COMPRÉHENSION À L'ACTION

Cette approche systémique permet au cours des phases de diagnostic d'identification de projets, de mieux appréhender la

<sup>1</sup> Appolin F. et Boelens R., *El riego en la comunidad andina... : una construcción social*, CESA -CICDA-SNV- CAMAREN, Quito, 1998

<sup>2</sup> Ce schéma est extrait de Appolin F. et Eberhart C. "Metodologías de análisis y diagnóstico de los sistemas de riego campesino" CESA CICDA CAMAREN RURALTER, 1998